Mots. Les langages du politique

86 | 2008

Toponymes. Instruments et enjeux

Présentation

Henri Boyer et Marie-Anne Paveau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/12952>

DOI : 10.4000/mots.12952

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2008

Pagination : 5-8

ISBN : 978-2-84788-129-5

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Henri Boyer et Marie-Anne Paveau, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 86 | 2008, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/12952> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.12952>

Présentation

La revue Mots. Les langages du politique, dédiée à sa naissance au vocabulaire politique, puis tournée progressivement vers le discours et ses analyses, a toujours privilégié les noms... communs. Non que ses nombreux auteurs aient volontairement écarté les multiples -onymes qui désignent les noms propres, mais il faut constater, à la lecture des sommaires de la revue que le nom y a toujours été plus commun que propre: défaitisme, cité, citoyen, père, patrie, peuple, patron, travail, sidaïque, solidarité, eugénisme, race..., la liste est longue depuis 1980, en français comme dans d'autres langues d'ailleurs (gharīb, perestroïka, jihad, hidjab...). L'un des organisateurs de la présente livraison avait participé en 2000 au numéro 63 sobrement intitulé Noms propres (Honoré et al., 2000), qui s'était trouvé – sans que ses coordinateurs ne le désirent vraiment, et sans qu'ils y aient explicitement réfléchi, il faut le reconnaître – naturellement porté sur l'anthroponyme. « Naturellement », car l'appel à auteurs avait amené des propositions sur la dimension juridique du patronyme, sur les phénomènes de changement de nom, sur le nom de Siéyès, celui de Gandhi. Bref, des noms de personnes, et non de lieux, d'évènements ou d'autres réalités inanimées. L'orientation du numéro était déjà marquée par l'anthropologie, l'ethnologie, les dimensions sociales, culturelles et mémorielles du nom propre; la présentation faisait largement appel à ce type d'approche défendue par exemple par Claude Lévi-Strauss ou Jean Molino. Les résultats des recherches présentées dans les articles allaient également dans le sens d'un nom propre comme opérateur identitaire social fort. Jean-Paul Honoré, à l'issue d'un article sur les demandes de changement de nom des Français entre 1950 et 2000, signalait que le nom de famille était, sur le plan linguistique, un mot comme un autre. « Sur le plan de l'usage, écrivait-il, c'est une autre affaire: car on peut définir le nom de famille comme un outil linguistique qui cristallise la relation à soi, la relation à l'autre et la relation à l'État. Autrement dit, il est à la fois psychologique, social et politique. Est-il dans la langue beaucoup d'autres catégories qui puissent s'envisager dans une perspective aussi ample, aussi constamment actuelle ? » (Honoré, 2000, p. 37) Gabriel Périès ouvrait aussi le nom propre

à une perspective sémantique et argumentative qui reste encore insuffisamment exploitée : « Que ce soit sous les modes de la convocation, de l'invocation ou de l'évocation, il est clair que le Np est un instrument à la disposition d'un locuteur qui construit son système interprétatif de la réalité. » (Périès, 2000, p. 72) Outil identitaire, lieu argumentatif, instrument d'interprétation de la réalité : le nom propre a décidément bien des richesses, qui en font un organisateur privilégié pour la vie en société. Un sort ayant été fait, pour ainsi dire, à l'anthroponyme, et des recherches linguistiques récentes ayant mis en lumière le toponyme, ce dossier lui est consacré¹.

Toponyme : « nom de lieu », disent laconiquement le Petit Robert et le Petit Larousse, sans autre commentaire. « Seulement ? » a-t-on envie d'ajouter. Certes, se consacrer à la toponymie au sens disciplinaire strict, c'est avant tout « se [proposer] de rechercher la signification et l'origine des noms de lieux et aussi d'étudier leurs transformations » ; c'est donc « déterminer avec précision à quelle couche de population appartiennent les toponymes et par conséquent quel est l'apport respectif de chacun des peuples qui ont occupé notre pays » (Rostaing, 1965, p. 5). Mais si la toponymie est bien un volet de l'onomastique, et à ce titre un questionnement scientifique autonome parfaitement légitime, elle a affaire à « un brin de concret vécu et éprouvé, une tranche de vie, pour tout dire » (Fabre, 1997, p. 16). Et à cet égard, le corpus toponymique ne relève évidemment pas que de la recherche étymologique, car « la dénomination des lieux constitue un indicateur très utile, sur le plan des perceptions et des représentations, des composantes et des symboles qui composent le contexte politique des différentes régions du monde » (Gendron, 2003, p. 55). C'est ce qu'illustre le dossier ici proposé, Toponymes : instruments et enjeux, qui s'intéresse à un domaine des langages du politique, celui de la dénomination des lieux et des espaces de vie des communautés : pays, régions, villes... Un domaine forcément investi par des représentations ethnosocioculturelles et des circulations mémorielles. La réalité toponymique d'un territoire qui exprime en même temps qu'elle configure une mémoire collective, reste toujours exposée aux conflits plus ou moins violents qui ne manquent pas de ponctuer l'histoire du/des peuple(s) qui l'habitent.

Il sera question, dans le dossier présenté, de plusieurs aspects (contemporains) du fonctionnement à la fois sémantique, sociopragmatique, cognitif et idéologique des toponymes. Ainsi la contribution de Henri Boyer prend-elle acte du fait qu'« un toponyme peut être plus qu'un toponyme ». Au-delà de la simple nomination de l'espace, et donc du domaine disciplinaire propre à l'onomastique, il existe des fonctionnements à teneur dialogique et polémique évidente. C'est le cas en particulier lorsque la nomination

1. Au moment où ce dossier est sous presse, celui du numéro suivant (87) est en fin de préparation et portera sur cette autre catégorie de noms propres que constituent les chrononymes.

devient un acte délibérément politique (éventuellement glottopolitique) qui manifeste un positionnement identitaire. Il y a alors toutes les chances pour que le toponyme s'inscrive ostensiblement dans un conflit de nomination. Deux exemples illustrent dans cette contribution ce cas de figure : l'un concerne l'échec de la redénomination par Georges Frêche de la région Languedoc-Roussillon en Septimanie, redénomination refusée par l'opinion publique régionale, appuyée efficacement par/sur les deux principaux quotidiens locaux ; l'autre, le refus par l'entreprise SEAT d'accepter un toponyme galicien normalisé (devenu légalement le seul officiel) pour désigner un nouveau modèle de voiture, et la lutte organisée que lui a opposé un collectif de militants de la langue et de la culture galiciennes.

À propos d'une question qui fait couler beaucoup d'encre médiatique, celle de l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union Européenne, Éléonore Yasri-Labrique analyse le fonctionnement sémantique du couple toponymique Ankara-Istanbul dans la presse quotidienne française, durant les huit derniers mois de 2004, à partir de l'élargissement à 25 de l'UE. L'interdiscours journalistique produit au cours de cette période renvoie le lecteur français, en particulier au travers de l'emploi essentiellement métonymique d'Ankara et celui, essentiellement référentiel d'Istanbul, et de leur « évocation asymétrique », à une « dualité familière » concernant la Turquie moderne. Ainsi « avec Ankara pour Capitale, la Turquie [semble] plus lointaine et plus menaçante pour l'Europe que si Istanbul en était restée la première ville ».

C'est que les noms de villes ou de pays sont éminemment politiques, bien plus politiques que géographiques, malgré la représentation restreinte que l'on peut avoir du toponyme comme simple (bête ?) nom de lieu. C'est ce qu'explique Georgeta Cislaru à partir d'un corpus médiatique construit autour des deux formules : « au nom de la France » et « je suis / nous sommes la France ». Elle y défend la thèse du nom propre comme outil de représentation sociale, véritable constructeur d'objets sociaux qui instituent une relation réciproque entre un groupe et un nom. Le nom de pays France est ainsi placé au cœur de « rituels » maintenant la présence quasi sacrée de l'État, prenant « en charge avant tout la dimension étatique » ; mais ses valeurs et ses effets dépendent étroitement des locuteurs et des contextes : il existe « une dynamique du contenu représentationnel du nom de pays, ouvert à des mises en scènes variées ». Au bout du compte, on peut parler de « renégociation du contenu symbolique du toponyme ». La question de la représentation, symbolique ou non, est également présente dans la contribution de Marie-Anne Paveau sur les noms de bataille, les « polémonymes ». À partir de l'exemple de Diên Biên Phu, elle montre que le toponyme constitue un lieu de mémoire discursive et un organisateur socio-cognitif qui permet aux locuteurs de construire et de transmettre une histoire collective. Elle défend l'idée du nom propre comme « désignateur souple », à

l'opposé du désignateur rigide des logiciens pour lesquels le nom propre n'a pas de sens, mais une propriété simplement référentielle, et dans la tradition discursive et pragmatique de la « signifiante » du nom propre qui existe depuis les années soixante. Elle y ajoute la dimension cognitive de l'organisation mémorielle, qui confère au toponyme les traits d'un véritable nom de mémoire, dont l'élucidation et la captation des sens dépend des données historiques et culturelles.

Si les enjeux politiques et sociaux du toponyme ne sont pas immédiatement perceptibles dans les représentations ordinaires, ils sont bien présents dans ce numéro qui contribuera, espérons-le, à élargir les corpus à explorer pour analyser les langages du politique : communs ou propres, tous les noms sont en effet susceptibles d'être chargés, parfois lourdement, de valeurs à défendre et d'identités à construire.

Références

FABRE Paul, 1997, « Ce que la toponymie peut apporter à la... toponymie »,

Le Monde alpin et rhodanien, 2^e-4^e trimestres, *Nommer l'espace*.

GENDRON Stéphane, 2003, *L'origine des noms de lieux en France*, Paris, Errance.

HONORÉ Jean-Paul, PAVEAU Marie-Anne, PÉRIÈS Gabriel éd., 2000, *Mots*.

Les langages du politique, n° 63, *Noms propres*.

HONORÉ Jean-Paul, 2000, « Entre usage et héritage. Aspects formels du changement de nom (1949-1999) », *Mots. Les langages du politique*, n° 63, *Noms propres*.

PÉRIÈS Gabriel, 2000, « Au nom de l'ennemi : tactiques de la parole doctrinale dans le discours militaire français », *Mots. Les langages du politique*, n° 63, *Noms propres*.

ROSTAING Charles, 1965, *Les noms de lieux*, Paris, PUF.